

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/358**

**G/SCM/W/367**

15 avril 1996

(96-1325)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS POSEES PAR HONG KONG AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR L'AFRIQUE DU SUD<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 avril 1996.

### Questions générales

1. La notification de l'Afrique du Sud comprend la *Loi n° 107 de 1986 sur le Conseil des droits de douane et du commerce*, modifiée, des extraits de la *Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et accises*, modifiée, et le *Guide de politique et de procédure concernant les mesures de lutte contre les pratiques commerciales internationales déloyales: Dumping et exportation subventionnée* (ci-après dénommé "Le Guide").

- a) *Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC (l'Accord) en Afrique du Sud? A-t-il force de loi?*
- b) *Les fonctionnaires sud-africains qui s'occupent de questions antidumping sont-ils tenus, juridiquement ou autrement, de se conformer aux dispositions de l'Accord dans les procédures antidumping ou de les consulter, par exemple pour interpréter la législation nationale? Si la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?*
- c) *Quel est le statut juridique du Guide? A-t-il force de loi en Afrique du Sud? Les fonctionnaires sud-africains qui s'occupent des questions antidumping sont-ils tenus, juridiquement ou autrement, de se conformer au Guide pour les procédures antidumping? Si le Guide est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?*

### Valeur normale

2. L'article premier de la Loi sur le Conseil des droits de douane et du commerce prévoit que l'expression "valeur normale" peut s'entendre du prix comparable le plus élevé auquel des marchandises similaires sont exportées vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales. Selon

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1.

l'article 2.2 de l'Accord, la comparaison doit se faire avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif.

*Comment la conformité avec l'article 2.2 qui prévoit que le calcul de la valeur normale est fondé sur les ventes à un pays tiers sera-t-elle assurée?*

#### Dommage

3. Selon le paragraphe 6 du Guide, la détermination du préjudice grave (Accord: "dommage important") repose sur une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production. Le texte de ce paragraphe suit de très près celui de l'Accord et comprend tous les facteurs spécifiques énumérés à l'article 3.4, sauf l'élément "production".

*La "production" est-elle l'un des facteurs économiques qui doivent être pris en compte dans la détermination du dommage grave? Pourquoi n'est-elle pas expressément mentionnée au paragraphe 6?*

4. Le paragraphe 9 du Guide prévoit que, pour que le préjudice soit considéré comme grave, les baisses constatées et les effets négatifs doivent être substantiels au point d'empêcher la branche de production lésée de s'opposer au moyen de ses propres ressources à l'impact des importations sous dumping ou subventionnées.

*Existe-t-il des critères objectifs permettant de déterminer ce qu'il faut entendre par effets négatifs "substantiels"? Quelles circonstances doivent être prises en compte?*

#### Avis au public de l'ouverture d'une enquête par le Conseil

5. Selon l'article 12.1.1 de l'Accord, tout avis au public concernant l'ouverture d'une enquête doit contenir des renseignements adéquats ou indiquer qu'il existe un rapport distinct contenant des renseignements adéquats sur, notamment, la date d'ouverture de l'enquête, la base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping contenue dans la demande, un résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage et l'adresse à laquelle les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations.

Il n'est pas dit au paragraphe 29 du Guide si l'avis général d'ouverture d'une enquête publié au Journal officiel devra contenir ces renseignements.

*Ces renseignements sont-ils publiés dans l'avis d'ouverture de l'enquête ou présentés dans un rapport distinct?*

#### Enquête

6. L'article 5.10 de l'Accord précise dans quel délai les enquêtes doivent être terminées.

*Les enquêtes antidumping engagées par le Conseil doivent-elles être terminées dans un délai précis?*

7. L'article 12.2 de l'Accord précise les détails que doit contenir l'avis de détermination finale résultant d'une procédure antidumping, y compris des explications suffisamment détaillées des constatations et des conclusions, comme les marges de dumping établies, une explication des raisons du choix de la méthodologie utilisée, la comparaison du prix à l'exportation et de la valeur normale,

les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage et les principales raisons qui ont conduit à la détermination. Ces détails ne figurent pas au paragraphe 53 du Guide qui indique ce que doit contenir l'avis publié au Journal officiel par le Ministre des finances si le Conseil recommande des mesures dans le cadre d'une enquête antidumping.

*Pourquoi l'avis au public ne doit-il pas contenir ces renseignements?*

#### Suppression de droits antidumping ou compensateurs

8. L'article 11.4 stipule que tout réexamen effectué au titre de cet article doit normalement être terminé dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il a été entrepris. Le paragraphe 56 du Guide prévoit un réexamen des mesures antidumping mais ne précise pas dans quel délai celui-ci devra être terminé.

*Le Conseil pourrait-il préciser dans quel délai le réexamen doit être terminé?*

#### Divers

9. De nombreuses dispositions de l'Accord ne se retrouvent pas dans la législation sud-africaine, ou ne sont pas codifiées de manière satisfaisante. Il convient de relever notamment les points suivants:

- volume suffisant des ventes sur le marché intérieur (article 2.2 et note de bas de page 2);
- prise en compte des coûts (article 2.2.1 et 2.2.2);
- comparaison équitable et dispositions pertinentes (article 2.4);
- taux de change (article 2.4.1);
- méthode de comparaison (article 2.4.2);
- évaluation cumulative du dommage (article 3.3);
- menace de dommage important (article 3.7);
- représentativité des requérants (article 5.4);
- notification du gouvernement du pays exportateur (article 5.5);
- clôture immédiate de l'enquête lorsque la marge de dumping est *de minimis* et le volume des importations négligeable (article 5.8);
- communication du texte intégral de la demande présentée par écrit aux exportateurs connus, au pays exportateur et aux parties intéressées (article 6.1.3);
- vérification sur place (article 6.7 et annexe I);
- échantillonnage (article 6.10);
- application des droits aux exportateurs et aux producteurs qui n'ont pas fait l'objet de l'échantillonnage (article 9.4);

- réexamen concernant les nouveaux exportateurs (article 9.5);
  - clause d'extinction (article 11.3);
  - demande des meilleurs renseignements disponibles (annexe II).
- a) *S'il n'y a pas, dans la législation d'Afrique du Sud, de dispositions expresses correspondant aux dispositions de l'Accord ci-dessus, comment la conformité avec l'Accord sera-t-elle assurée?*
- b) *L'Afrique du Sud envisage-t-elle d'adopter de nouvelles mesures législatives afin de mettre ses lois et règlements et ses procédures administratives en conformité avec les dispositions de l'Accord, en application de l'article 18.4?*
10. *Quelles procédures l'Afrique du Sud a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour se conformer aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 13 (Révision judiciaire)?*
11. *Quelle est la politique de l'Afrique du Sud quant à la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC et sur quelles dispositions se fonde-t-elle?*